

Impunité de Chevron en Équateur

Appel urgent de la société civile internationale

Communiqué de presse

11 décembre 2020

En solidarité avec les dizaines de milliers de personnes touchées par la plus grande pollution environnementale causée en Amazonie équatorienne, plus de 240 organisations, réseaux, mouvements et syndicats, représentant plus de 285 millions de personnes au niveau international, demandent au gouvernement équatorien de faire appel devant la justice néerlandaise au sujet de la sentence arbitrale qui favorise la compagnie pétrolière Chevron.

La sentence, rendue le 30 août 2018, ordonne à l'État équatorien : d'annuler la décision rendue dans l'affaire Lago Agrio malgré le fait qu'elle ait été ratifiée par toutes les instances judiciaires équatoriennes, y compris la Cour constitutionnelle ; et d'empêcher les personnes concernées de chercher dans d'autres pays l'exécution de la décision et la réparation des dommages causés par Chevron-Exxon. En outre, elle demande à l'Équateur d'indemniser la compagnie pétrolière pour avoir "porté atteinte à son image" et pour les frais de justice après 27 ans de procédure.

Si le gouvernement de l'Équateur ne fait pas appel, ce jugement qui viole sa propre Constitution et est donc inapplicable, sera exécuté. Si la justice néerlandaise persiste à le valider, elle sera complice d'un système d'arbitrage privé international qui favorise systématiquement les sociétés transnationales, en refusant de rendre justice aux personnes touchées par les crimes des sociétés transnationales !

Cette affaire a suscité une grande inquiétude au niveau international. Si l'Équateur ne fait pas appel, cela créera un précédent important garantissant l'impunité des sociétés transnationales concernant leurs violations des droits humains, des droits collectifs des peuples indigènes et des dommages causés à la nature.

La "Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des entreprises et mettre fin à l'impunité" se joint à l'appel de **plus de 240 organisations, réseaux et syndicats sociaux, indigènes et paysans de différents pays, représentant plus de 285 millions de personnes**, pour que l'Équateur fasse appel à la sentence de première instance dans le système judiciaire néerlandais, avant le 16 décembre 2020. Le gouvernement équatorien doit garder la porte ouverte à l'espoir d'un accès à la justice pour les communautés indigènes et paysannes d'Amazonie, après des décennies de lutte pour le bien commun.

Contact :

Amérique latine, en particulier l'Équateur: pablofajardom@gmail.com

Pablo Fajardo Mendoza, UDAPT- FROMBOLIERE- ECUADOR

Cel: (+593) 0993977811

Europe et autres pays : lfajardovera@gmail.com

En la défense des droits des communautés indigènes et paysannes face à Chevron : Lettre ouverte au Président de l'Équateur

Attn: Mr. Lenin Moreno
Président d'Équateur

Cc. Mr. Iñigo Salvador
Procureur Général d'Équateur

Cc. Mr. Luis Gallegos
Ministre des Affaires étrangères d'Équateur

11 décembre 2020

C'est le 16 décembre 2020 que tombe le dernier délai pour l'État équatorien pour rejeter ou accepter la sentence d'un tribunal néerlandais, concernant l'action en annulation de la sentence arbitrale rendue par un panel international privé basé aux Pays-Bas en faveur de Chevron. Cette décision ordonne à l'Équateur de bloquer l'exécution de la sentence ratifiée par toutes les instances judiciaires du pays et d'empêcher les communautés indigènes et paysannes affectées par les opérations pétrolières de la société transnationale de faire exécuter la sentence équatorienne pour la réparation des dommages causés en Amazonie équatorienne. Si l'État équatorien accepte la sentence néerlandaise, il devra indemniser Chevron à hauteur d'une somme de centaines de millions de dollars, pour les "dommages causés à son image et les frais occasionnés par les procès menés contre elle pendant des années". Il devra également intervenir devant d'autres tribunaux pour empêcher les plaignants équatoriens d'intenter des procès contre la compagnie dans d'autres pays.

Si le gouvernement équatorien ne fait pas appel de cette décision, la sentence arbitrale restera définitive, malgré le fait qu'en mai 2019, plus de 260 organisations et réseaux sociaux représentant plus de 280 millions de membres sur les cinq continents avaient dénoncé [l'illégalité et l'inconstitutionnalité de cette décision](#). Ce verdict néerlandais mettra fin à l'espoir de justice pour les communautés concernées et consoliderait le système [SDS](#) (Investor-state dispute settlement), qui constitue une menace pour l'État de droit.

Il y a vingt-sept ans, les communautés vivant dans les provinces d'Orellana et de Sucumbíos ont engagé une procédure contre la compagnie pétrolière transnationale Texaco (aujourd'hui Chevron Texaco) pour les dommages culturels, sanitaires et environnementaux qu'elle a causés lors de ses activités en Équateur. Après un long procès, la justice équatorienne s'est prononcée en faveur des habitants de l'Amazonie, regroupés au sein de l'Union des personnes affectées par les opérations pétrolières de Texaco (UDAPT). Chevron a eu recours à toutes sortes de manœuvres à l'intérieur et à l'extérieur de l'Équateur pour se soustraire à sa responsabilité. Dans ce contexte, la cour néerlandaise a rejeté en première instance le recours intenté par l'Équateur pour annuler la sentence arbitrale. L'Équateur a le droit de faire appel de cette décision en deuxième instance et même d'aller jusqu'à la Cour suprême néerlandaise. L'UDAPT a écrit une [lettre](#) au bureau du Procureur général dans ce sens. Cependant, à ce jour, le gouvernement équatorien n'a pas encore manifesté son intention de faire appel.

Si le gouvernement équatorien acceptait de se soumettre aux ordres du tribunal arbitral et du système judiciaire néerlandais, sa décision aurait des conséquences graves et désastreuses. En premier lieu, elle annihilerait la lutte de plus de 30 000 habitants de l'Amazonie pour obtenir justice, étant donné que le tribunal très controversé demande que les revendications contre la compagnie pétrolière soient présentées "individuellement". Or, il est facile à imaginer que les victimes de la société transnationale n'obtiendraient jamais justice. Ne pas faire appel de la décision néerlandaise implique que le gouvernement de l'Équateur devrait céder sa souveraineté en tant qu'État en faveur d'un système de justice internationale privé, c'est-à-dire qu'il violerait de manière flagrante la Constitution de l'Équateur.

En renonçant à faire appel contre la sentence du tribunal néerlandais avant le 16 décembre, le gouvernement équatorien contribuerait à protéger les droits de Chevron, renforçant l'impunité des entreprises transnationales et ouvrant la porte à l'augmentation de pressions et menaces à l'encontre des plaignants, comme cela s'est déjà produit au fil des ans. Quant à la Cour néerlandaise, il faut souligner qu'en maintenant sa position, elle deviendrait complice de la violation des droits humains des peuples indigènes et renforcerait [l'impunité des entreprises à travers une sentence arbitrale](#) impliquant qu'un autre État doive violer sa propre constitution. Cette décision serait inapplicable en Équateur.

Monsieur le Président Lenin Moreno, il est encore temps pour votre gouvernement de rejeter la décision du tribunal néerlandais et de faire appel. En cette fin d'année, vous et votre gouvernement avez entre vos mains la possibilité de rendre justice aux communautés indigènes et paysannes touchées par les opérations de Texaco (maintenant Chevron) et de sauvegarder la souveraineté de l'Équateur. Nous vous demandons instamment de faire appel de la décision néerlandaise, qui constituerait un dangereux précédent pour l'impunité des entreprises dans le monde. Ne fermez pas la porte à l'espoir des communautés équatoriennes dans leur longue bataille pour la justice et la réparation.

Signatures

International Level

Asociación Internacional de Juristas
Demócratas
CADTM International
Corporate Accountability
FIAN International
FIDH – International Federation for
Human Rights
FOEI – Friends of the Earth
International
Global Atlas of Environmental conflicts
EJATLAS
Global Campaign to Reclaim Peoples
Sovereignty, Dismantle Corporate
Power and Stop Impunity.
Global Forest Coalition
ICID – Iniciativas de Cooperación
Internacional para el Desarrollo

La Via Campesina

Oilwatch International
PSI- Public Services International
TNI – Transnational Institute

Regional level

Asociación Americana de Juristas
Amigos de la Tierra América Latina y el
Caribe -ATALC.
CADTM – AYNA – Comité para la
Abolición de las Deudas Ilegítimas –
Abya Yala/Nuestra América
COICA – Coordinadora de las
Organizaciones Indígenas de la
Cuenca Amazónica
CSA – Confederación Sindical de
trabajadoras/es de las Américas
ECCHR – European Center for
Constitutional and Human Rights

ECVC – European Coordination La Via Campesina
EEB – European Environmental Bureau
European Alliance for the Self-Determination of Indigenous Peoples.
North American Indian Center of Boston
OCMAL – Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina
Oilwatch Africa
Platform of Filipino Migrant Organisations in Europe
PSI Americas – Internacional de Servicios Públicos Américas
Rights Action
TMP-E – Transnational Migrant Platform-Europe

Argentina

Adolfo Pérez Esquivel, Premio Nobel de la Paz
Nora Cortiñas, Mirta Baravalle y Elia Espen, Madres de Plaza de Mayo-Línea Fundadora
Acción por la diversidad
Amigos de la Tierra Argentina
Asociación Argentina de Abogados ambientalistas
Asociación Civil Árbol de Pie, Bariloche, Río Negro, República Argentina
ATTAC Argentina
Aukan Asamblea Ambiental del Sur
CADTM
CLATE Confederación Latinoamericana y del Caribe de trabajadores estatales
Confederación Mapuce de Neuquén
Corriente Nacional Emancipación Sur
CTA Autónoma – Central de Trabajadores de la Argentina Autónoma- sección Capital Federal
Diálogo 2000
EJES – Enlace Por la Justicia Económica y Socioambiental
FARN – Fundación Ambiente y Recursos Naturales
Fundación ECOSUR, Ecología, Cultura y Educación desde los Pueblos del Sur.
Fundación La Hendija de Prana, Unidad de Vinculación Ecologista
Madres de Plaza de Mayo-Línea Fundadora
Marabunta, Corriente Social y Política
Movimiento popular / Revolucionario
Multisectorial Antiextractivista
Multisectorial contra la Hidrofractura en

Neuquén
OPSUR- Observatorio Petrolero Sur
Secretaria de Derechos Humanos de la Central de Trabajadores de la Argentina Autónoma – Seccional Capital Federal
SERPAJ – Servicio Paz y Justicia

Austria

Attac Austria

Basque Country

LAB Sindikatua

Tradener – Transición Democrática del Modelo Energético

Belgium

11.11.11- Umbrella organization of the Flemish North South Movement
Comité pour le respect des Droits Humains « Daniel GILLARD »

Bolivia

Terra Justa

Bosnia y Herzegovina

Friends of Earth Bosnia y Herzegovina

Brazil

Amigos da Terra Brasil
HOMA – Centro de Derechos Humanos y Empresas
MAB – Movimento dos Atingidos por Barragens
PACS – Instituto Políticas Alternativas para o Cono Sul

Canada

Blue Planet Project
CDHAL- Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine
Christian Peacemaker Teams
CISO – Centre international de solidarité ouvrière
Council of Canadians
Inter Pares
KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives
MiningWatch
Nobel Women's Initiative
United Steelworkers

Colombia

Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila
Red Vida

Costa Rica

COECO Ceiba Amigos de la Tierra
Costa Rica

Czech Republic

Ekumenická akademie

Democratic Republic of Congo

COPACO-PRP- Confédération
Paysanne du Congo-Principal
Regroupement des Paysans

Ecuador

Acción Ecológica
C D E S – Centro de Derechos
Económicos y Sociales
CASCOMI Centro de derechos
humanos y Monte
Comisión Ecuatoria de derechos
humanos
Comité Permanente por la Defensa de
los Derechos Humanos, CDH
CONAIE Confederación de
Nacionalidades Indígenas del Ecuador
CONFENAIE Confederación de
Nacionalidades Indígenas de la
Amazonía Ecuatoriana
Coordinadora Ecuatoriana de
Organizaciones para la Defensa de la
Naturaleza y el Medio Ambiente
CEDENMA.
CSMM – Centro de Documentación en
Derechos Humanos “Segundo Montes
Mozo S.J.”
Ecuador Decide Mejor Sin TLC
FIAN Ecuador
Fundación Pachamama

El Salvador

Unión Palestina de América Latina
CESTA Amigos de la Tierra El Salvador

Finland

Emmaus Aurinkotehdas ry
New Wind Association

France

ActionAid France
Aitec (Association internationale de
techniciens, experts et chercheurs)
Alofa Tuvalu
Amis de la Terre France
Attac France
CADTM France
CCFD-Terre Solidaire
Comité Pauvreté et Politique

Confédération paysanne
Coordination EAU Ile de France
FAL France Amérique latine
France Libertés – Fondation Danielle
Mitterrand
Frantz Fanon Foundation
Mouvement contre le racisme et pour
l'amitié des peuples MRAP
Notre Affaire à Tous
Réseau Roosevelt-IDF
Sherpa
Union syndicale Solidaires

Germany

Attac Germany
Aluna Minga e.V.
Berliner Wassertisch
Center for Research and
Documentation Chile-Latin America-
FDCL (Berlin)
GegenStromung – CounterCurrent
Netzwerk Gerechter Welthandel
Oficina Ecuatoria por la Paz y la
Justicia e.V.
Ökumenisches Büro für Frieden und
Gerechtigkeit e.V. (Oficina Ecuatoria
para la Paz y la Justicia)
The Hunger Project-Germany
Werkstatt Ökonomie

Haití

Tét Kole ti peyizian Ayisyen
University of Resistance
KruHA- People's coalition for the right
of water

India

Anti-Jindal & Anti-POSCO Movement,
Odisha

Ireland

LASC- Latin America Solidarity Centre

Italy

CADIS- Camillian Disaster Service
International
CDCA – Centro di Documentazione sui
Conflitti Ambientali
CEFA -Comitato Europeo per la
Formazione e l'Agricoltura Onlus
COMI – Cooperazione per il mondo in
via di sviluppo
Eccomi
Engim Internazionale
FOCSIV – Federation Christian Italian
NGOs

Fundaciòn Don Carlo Gnocchi,
OdV Opere Sociali Marelliane OdV

Luxembourg

ASTM – Action Solidarité Tiers Monde

México

Usuarios del Agua de Saltillo AUAS,
A.C.

Mozambique

Amizade

Nigeria

Eco-Defenders Network
ERA Friends of Earth Nigeria
HOMEF Health of Mother Earth
Foundation
Oilwatch
Peace Point Development Foundation,
Nigeria

The Netherlands

Bothends
Code Rood
Den Haag Fossielvrij
Friends of the Earth Netherlands
Klimaatmoeders
MetaMeta
Reclame Fossielvrij
Store Vrouw
The Water Channel

Palestine

Al Haq
Al-Amal Association for Childhood and
Development
Association for Farmers' Rights and for
the Preservation of the environment
Association Jadayel / Palestinian
Center for Culture, Arts and creativity
BNC – Palestinian BDS National
Committee
Jadayel Foundation
N'lin Society for Development and
Community Work
Palestine Youth Forum
Palestinian Farmers Society-Tulkarem
Palestinian Farmers Union
Palestinian Land Defense Coalition
Palestinian New Federation of Trade
Unions (New Unions)
Popular Council to Protect the Jordan
Valley
Stop The Wall – Palestinian grassroots

Anti-Apartheid Wall Campaign
Women Center for Social Development

Peru

CooperAcción
Derechos humanos sin fronteras
Derechos Humanos Sin Fronteras es
del Perú, región del Cusco.

Philipines

WomanHealth

Poland

IGO – Institute of global Responsibility

Portugal

Plataforma por um Comercio
Internacional Justo

Spain

Asamblea Provincail Marchas de
dignidad
Asociación ELITE Taxis
Associació Perifèries del món
Attac España
CADTM España
Campanya Catalunya No als Tractats
de Comerç i Inversió
CCOO – Confederación Sindical de
Comisiones Obreras
Coordinadora de ONG para el
Desarrollo-España
Coordinadora de ONGD del Principado
de Asturias
Ecologistas en Acción
Ecologistes en Acció de Catalunya
Enginyeria Sense Fronteres
Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/
Herriarte
Esquerra Unida Alicant
Federació d'Ecologistes en Acció
Catalunya
Federación Provincial de la
Confederación General del Trabajo en
Alicante,
Fundación APY
Medicus mundi España
Novact – Instituto Internacional para la
Acción Noviolenta
Observatorio de Multinationales en
América Latina – Paz con Dignidad
Penedès Amb Palestina
Plataforma contra la pobreza, la
exclusión y la desigualdad social en
Alicante
SETEM catalunya

Sindicato ELA
Sindicato UGT España
SOC-SAT Andalucía
SOLdePaz.Pachakuti

Slovenia

Focuns Association for Sustainable
Development

Sweden

Afrikagrupperna
End Ecocide Sweden
FIAN Sweden
Friends of Earth Sweden
SAL – Solidaridad Suecia -América
Latina

Switzerland

Centrale sanitaire suisse romande
Centre Europe-Tiers Monde CETIM
Collectif Breakfree
Coordination Climat Justice Sociale
(Genève)
Grands parents pour climat
Incomindios
Klima-Allianz
MultiWatch
Society for Threatened Peoples
Solifonds

UK

Coal Action Network
Corporate responsibility coalition CORE

Eco Nexus
Global Justice Now
Global Witness
IndiaMatters
London Mining Network
People & Planet
The Corner House
War on Want

United States

Amazon Watch
Center for Constitutional Rights
Crude Accountability
Earth Action
Grassroots Global Justice Alliance
Institute for Justice and Democracy in
Haiti
IPS – Global Economy Program
Media Alliance
Michigan Welfare Rights Organization
National Welfare Rights Union
No Business With Genocide
Oxfam
RAN Rainforest Action Network
Resist the Pipeline
Sustainable Obtainable Solutions
Task Force on the Americas

Uruguay

Gender and Trade Network
REDES-Amigos de la Tierra Uruguay